

Premières leçons de Fukushima

Il est trop tôt pour que la crise de Fukushima se prête au « retour d'expérience » en matière de sécurité nucléaire, le drame japonais délivre déjà de premières leçons dans le champ de l'énergie, et bien au-delà.

Fukushima projette, tout d'abord, une lumière crue sur la grande instabilité de la scène énergétique, dans un monde globalisé où la demande des grands émergents alourdit les tensions depuis les années 2000. La menace d'une explosion des prix pétroliers était encore la grande crainte la veille du séisme nippon (et dans les jours prochains peut-être), tandis que le surgissement des gaz non conventionnels en Europe (après les Etats-Unis) échauffait les esprits il y a peu et que, dans des temps pas si lointains, l'invasion du golfe du Mexique par le pétrole de BP tenait le monde en haleine. Sans oublier les négociations inabouties de Copenhague et Cancun qui voient d'incertitude les stratégies de lutte contre les émissions de CO₂. La diversification des mix énergétiques est certes l'outil classique de couverture contre ces risques ; mais un autre est plus puissant encore : les gains en efficacité énergétique, chaque kWh (ou litre de pétrole) non consommé réduisant la vulnérabilité à l'égard de ces chocs. 2012 annonce un grand débat sur la manière de produire de l'énergie en France, mais il y a place pour un consensus sur les voies pour... ne pas en consommer.

Fukushima illustre aussi, douloureusement, le caractère « systémique » de l'industrie nucléaire : à l'instar de la banque, un accident localisé fragilise la confiance globale dans cette filière énergétique. Cependant, avant d'auditer parcs et politiques nucléaires, il faut observer que Fukushima n'est pas le produit d'une sophistication excessive de la centrale japonaise, mais avant tout de l'incompréhensible négligence de ses concepteurs. A l'évidence, la digue de protection contre les tsunamis n'avait pas été dimensionnée pour affronter les conséquences d'un séisme majeur, alors que la sismicité du Japon et du Pacifique aux derniers siècles rendait ce risque très élevé pendant la durée de vie de la centrale (environ cinquante ans). Le tsunami a mis hors d'usage le système de secours censé refroidir les réacteurs, entraînant l'inévitable enchaînement des événements

LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES
PAR
JEAN-MARIE CHEVALIER
ET PATRICE GEOFFRON

Fukushima projette une lumière crue sur la grande instabilité de la scène énergétique, dans un monde globalisé où la demande des grands émergents alourdit les tensions depuis les années 2000.

depuis lors. Et comme Tepco, singulier récidiviste, avait admis quelques jours avant le séisme avoir falsifié des registres d'entretien transmis aux autorités, le système japonais souffre aussi d'un défaut de surveillance (ou du syndrome de « too big to fail »...). Cette crise systémique, comme sa devancière de 2008 dans le monde bancaire, appelle donc un « Bâle III » nucléaire avec un renforcement des normes prudentielles et des pouvoirs de contrôle international (annonçant une hausse des coûts du nucléaire). Cette nécessité vaut aussi pour l'Europe qui, après ses banques, s'appête logiquement à soumettre ses réacteurs à des « stress tests ». L'Europe qui est d'ailleurs interpellée à un autre titre : la fermeture de centrales nucléaires

allemandes impliquera d'importer... plus de nucléaire français et de recourir plus au charbon dans les années à venir, ce qui souligne la limite des décisions nationales dans l'Union. Occasion de rappeler un autre paramètre du débat à venir : la production d'énergie occasionne 6 tonnes d'émissions de CO₂ par chaque Français contre 10 tonnes pour chaque Allemand.

La troisième leçon de Fukushima est que, dans la conjoncture mondiale de 2011, un tel choc présente un potentiel déstabilisateur supérieur au séisme de Kobe en 1995. Le Japon était déjà en crise, mais dans une économie mondiale portée par les espoirs de la « nouvelle économie » et de la fin de la guerre froide. Aujourd'hui, le séisme japonais atteint une économie mondiale à peine convalescente, déstabilise la « supply chain » d'industries majeures comme l'électronique et l'automobile et fait craindre une perturbation des taux de change que le printemps arabe met déjà sous tension. Les mécanismes de coopération internationale inaugurés ou renforcés depuis 2008 (coordination au sein du G20, capacité renforcée du FMI, fonds de solidarité de la zone euro) pourraient être mis à contribution. Espérons qu'ils ne seront pas mis à l'épreuve... Sachant que toutes les leçons de Fukushima ne sont pas encore tirées.

Jean-Marie Chevalier et Patrice Geoffron sont professeurs à Paris Dauphine, Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières

LIVRES

Travail, famille, conflits

Concilier vie professionnelle, vie de famille et vie personnelle : un thème inépuisable, véritable enjeu de société avec, en première ligne, les femmes.

Trois livres qui, chacun à leur manière, préconisent une nouvelle organisation sociale pour vaincre le syndrome de la « double journée ».

Conciliations permanentes

La vie, notamment féminine, est compétition permanente entre priorités professionnelles, familiales, sociales et personnelles. La psychologue Laurence Cocandeau-Bellanger, s'appuyant sur données et récits de vie, retrace les compromis et concessions nécessaires entre ces quatre sphères. Elle dessine les lignes d'un nouveau modèle, pour les femmes, afin, en particulier, de mieux équilibrer aspirations et réalisations en termes de « boulot et de marmot ». Alors que les femmes consacrent 35 heures hebdomadaires au temps professionnel et autant (mais sans RTT) aux travaux domestiques, les tiraillements entre engagements s'étendent. L'existence devient enchevêtrement de contraintes, réajustements permanents, arbitrage entre priorités, sacrifices effectués sciemment ou non. L'identité féminine, en réalité, passe maintenant davantage par la pluriactivité que par la suractivité. Émerge une nouvelle figure, celle de l'adulte conciliateur, cherchant à équilibrer, à doser, à adapter. Les demandes, obligations et passions vont cependant grandissantes. D'où des attentes toujours plus fortes.

Un féminisme de choix

La psychiatre Fatma Bouvet de la Maisonneuve, spécialiste de la santé psychique des femmes actives, revient, à partir de fragments de vie (dont la sienne), sur le système D de ses contemporaines. Ce D vaut pour débrouillardise mais aussi pour désillusion. Il s'ensuit des larmes (analysées dans le texte), des conflits profonds entre les rôles, effectifs ou potentiels, de mère, de travailleuse, d'amoureuse, de conjointe. L'auteur (doit-on mettre le « e » de circonstance de genre ?) convie à changer la société et les mentalités. Une telle visée passerait par de nouveaux aménagements du travail et des temps. Plaidant pour la reconnaissance des spécificités féminines (au-delà des exploits dans la gestion du quotidien), elle soutient les initiatives de réseaux de femmes dans les entreprises ou de « marainage » professionnel (en sus donc du parrainage). Elle s'appuie sur les études connues, citant aussi bien Condorcet que Coluche ou Dominique Méda, et plaide pour un « féminisme par le choix », un féminisme d'affirmation qui ne soit pas seulement de revendication.

Le fardeau du blanc

François-Xavier Devetter et Sandrine Rousseau traitent, dans un petit livre instruit et vif, du partage du fardeau domestique. C'est encore très largement sur les femmes que pèsent le « care » (l'éduca-



FEMMES AU TRAVAIL. COMMENT CONCILIER VIE PROFESSIONNELLE ET VIE FAMILIALE
par Laurence Cocandeau-Bellanger, Paris, Armand Colin, 2011, 192 pages, 19,50 euros.



Le Choix des femmes
VERS UN NOUVEAU FÉMINISME
par Fatma Bouvet de la Maisonneuve, Paris, Odile Jacob, 2011, 185 pages, 19 euros.

LE CHOIX DES FEMMES
par Fatma Bouvet de la Maisonneuve, Paris, Odile Jacob, 2011, 185 pages, 19 euros.

Du balai. Essai sur le ménage à domicile et le retour de la domesticité

par François-Xavier Devetter, Sandrine Rousseau, Paris, Seuil, Raisons d'agir, 2011, 140 pages, 8 euros



tion et les soins) et le « clean » (le ménage). La double journée féminine n'a que peu évolué. Entre 1986 et 1998, les hommes sont passés quotidiennement de 1 heure 11 à 1 heure 15 affecté à l'entretien de la maison (contre 3 heures 50 et 3 heures 40 pour les femmes). Les disputes ménagères et, surtout, le caractère totalement inégalitaire du dossier ne sont pas une nouveauté. Il n'y a toujours pas d'hommes de ménage... Les auteurs estiment que les objectifs de professionnalisation (des métiers) et de démocratisation (de l'accès à l'externalisation des tâches domestiques) sont nobles. Cependant la marchandisation du secteur et l'ensemble des soutiens budgétaires (10 milliards d'euros par an) ne vont pas dans le bon sens. Faire les sales boulots demeure

pénible, précaire et sans perspectives. Réservés (pour le moins) à l'égard du grand plan Borloo en la matière, les deux économistes considèrent que l'ensemble des « services à la personne » organise une domesticité rétrograde. Pour progresser, trois pistes, assez radicales. D'abord, réduire vraiment, le temps de travail. Ensuite, bien distinguer emplois sociaux et emplois domestiques. Les premiers (emplois de la petite enfance et de la dépendance) devraient relever d'une logique de service public. Enfin, pour déspecialiser les rôles, il faut accepter que l'on (c'est-à-dire les femmes) range et repasse moins. Un peu de désordre et moins de soins pour les hommes.

JULIEN DAMON, PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)

LA REVUE DU JOUR

Ce que ferait la gauche au pouvoir en 2012



Le dossier. « Commentaire », d'orientation libérale, a composé un dossier de politique-fiction. Une trentaine d'auteurs imaginent ce que sera et ce que fera la gauche arrivée au pouvoir en 2012. Des journalistes (Christophe Barbier, Alain Duhamel), des professeurs de sciences politiques aux orientations différentes (Laurent Bouvet, Dominique Reynié), des experts, dont une partie engagés à gauche (le groupe des Gracques, la députée Marisol Touraine), font part de leurs propositions, de leurs espoirs ou de leurs craintes. Picorant les textes, on découvre un Premier ministre François Hollande défendant, dans son discours de politique générale, le droit de vote à 16 ans. Dans une « lettre fermée » à ce Premier ministre qui vient d'être désigné, Jean-Claude Casanova rappelle

que l'un des meilleurs économistes français a pris place à l'Elysée (devinez qui !). Au lendemain de sa nomination, le Premier ministre annonce la diminution de 20 % du salaire du chef de l'Etat. Des contributeurs imaginent la réélection de Nicolas Sarkozy, et on lit un courrier de Herman Van Rompuy envoyé à une Martine Aubry potentiel Premier ministre d'ouverture.

L'intérêt. Une deuxième lecture de ce document l'an prochain permettra notamment de se rappeler le niveau actuel de pessimisme et de réalisme (qui ont souvent à voir). Les difficultés de la situation font de 2012 une « équation insoluble » (Élie Cohen) qui devrait finalement appeler une domination de la realpolitik (Marc Lambron). La variété de ton des papiers (du rêve à l'attaque) rappelle aussi que les jeux sont ouverts...

Une citation. « Il y a un pays, un seul, qui nous ravit la première place au podium mondial de la dépense publique : l'Irak. Amis socialistes, nous comptons sur vous pour mettre les bouchées doubles et coiffer sur le poteau ces insolents dans les cinq ans qui viennent. » (Rémy Prud'Homme).

J. D.
« Que fera la gauche en 2012 ? » « Commentaire », n° 133, printemps 2011.

Un socialisme décoiffant

Pour aider vraiment les pauvres, les socialistes devraient promouvoir la concurrence et non l'Etat. Une analyse à la fois déroutante et éclairante.

Camarades socialistes, il est temps d'oublier Karl Marx ! En ces temps troublés, le message de l'économiste Jean-Marc Daniel peut paraître légèrement décalé. Il est pourtant crucial, car il explique l'erreur d'optique qui a envoyé la gauche française dans le décor depuis plus d'un siècle. Pour ce faire, le professeur de l'ESCP Europe revient à sa passion, l'histoire économique, qu'il exprime notamment dans ses chroniques matinales sur la radio BFM Business. Il rappelle que l'Anglais David Ricardo distinguait au début du XVIII^e siècle trois classes sociales : les travailleurs qui perçoivent les salaires, les capitalistes rémunérés par les dividendes et les rentiers qui touchent un loyer. Marx s'en est pris aux capitalistes, prônant la suppression de la propriété privée. Depuis, les gouvernements de gauche s'acharnent à étendre l'emprise de l'Etat pour réduire le champ des capitalistes. Ils multiplient ainsi les rentes. Or le vrai problème, c'était justement le rentier. C'est lui qui accapare injustement les richesses créées.

Une vraie politique socialiste, explique Jean-Marc Daniel, cherche à



LE SOCIALISME DE L'EXCELLENCE. COMBATTRE LES RENTES ET PROMOUVOIR LES TALENTS
par Jean-Marc Daniel, François Bourin Editeur, 182 pages, 19 euros.

réduire le nombre de pauvres et pas le nombre de riches, à encourager les talents et non les positions acquises. Elle doit alors chasser les rentes, promouvoir la concurrence privée et non les monopoles publics. D'où des propositions iconoclastes qui vont tellement à l'encontre de l'évangile rabâché par les dirigeants du PS depuis des décennies qu'elles seront inaudibles : suppression du statut de la fonction publique (car les fonctionnaires sont de petits rentiers), privatisation de la Sécurité sociale et des universités, création de fonds de pension, remplacement de l'impôt progressif sur le revenu par une augmentation de la CSG à taux unique, remboursement systématique de la

dette publique (car elle revient en fine à taxer riches et pauvres pour rembourser de l'argent à ceux qui avaient les moyens de prêter à l'Etat : les riches).

La rente, une des clefs du XXI^e siècle
Il paraît peu vraisemblable que Daniel soit appelé à finaliser le programme économique du PS, même si son raisonnement comme ceux de la Rue de Solferino, est parfois obscur ou inachevé. Certains salariés du privé sont aussi par exemple en situation de rente. Et l'analyse de la finance est trop sommaire. Mais le propos est solidement charpenté, bien écrit et truffé de références (par exemple aux deux Lange, « Oskar le Polonais, qui comprit que le marché était la façon la plus efficace de tenir les promesses du socialisme ; David le Néo-Zélandais, qui mena une politique de rupture vers la liberté économique et la reconnaissance des talents »). Surtout, il actualise la notion de rente, qui avait été au cœur du débat au XIX^e siècle, qui en avait disparu au XX^e siècle et qui sera l'une des clefs de compréhension du XXI^e siècle. Un éclairage précieux. J.-M. V.